



10 NOV. 2016

C_2016_143

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 03 NOVEMBRE 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Habitat, Cohésion Sociale et
Emploi

L'an deux mille seize, le trois novembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	58

**Objet de la
délibération:**
**Programme Local de
l'Habitat - Demande
de prorogation du
PLH 2011 - 2016
pour une durée d'un
an**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Caroline COLLOMBAT, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Fabrice MAGAUD, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Claude ALEMAGNA pouvoir à Liliane BOYER, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Sophie DUFOUR pouvoir à Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN pouvoir à Jacques MICHEL, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOIS pouvoir à Christine PREMOSELLI, Alain HAINAUT pouvoir à Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Bernard CHARDES, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Grégory LOEW pouvoir à Alain VIGIER, André MENET pouvoir à Francine FIORINI, Christine NICCOLETTI pouvoir à Nicole FANELLI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Thierry PESCE, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le :

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

Par délibération en date du 16 décembre 2010, la Communauté d'Agglomération Dracénoise approuvait son Programme Local de l'Habitat (PLH), pour une durée de six ans.

Ce document arrive désormais à son terme le 31 décembre 2016.

Le bilan final de ce PLH est en cours de finalisation et fera l'objet d'une présentation au Conseil d'agglomération mais également auprès des partenaires et des instances dédiées de l'Habitat, en application de l'article L 302-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Dans ce contexte, la démarche d'élaboration du document concernant la période suivante, 2017-2022, a été engagée dès le 17 décembre 2015 par le vote d'une délibération portant lancement officiel des travaux.

A ce jour, la rédaction du cahier des charges visant la désignation d'un bureau d'études chargé de conduire l'élaboration du PLH 2017-2022 a été finalisée en partenariat avec les acteurs du logement. La procédure d'achat public correspondante est en cours, permettant le démarrage des travaux d'études dès la fin de l'année 2016.

L'élaboration du PLH 2017-2022 permettra une mise en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires relatives à la politique du logement entrées en vigueur ces dernières années ainsi que la prise en compte des évolutions du contexte démographique, économique et social mises en lumière par le Schéma de Cohérence Territoriale (ScoT) en cours d'élaboration.

De façon à couvrir la période d'élaboration de ce nouveau document programmatique, il est proposé que la durée initiale du PLH actuellement exécutoire soit prorogé d'une durée d'un an.

L'État, saisi par courrier de cette demande, a d'ores et déjà émis un avis favorable.

Par ailleurs, la convention de délégation de l'État concernant l'attribution des aides au logement, adossée à la durée du PLH, arrive également à échéance le 31 décembre 2016.

Une prorogation d'un an est également sollicitée auprès de l'État afin de conserver une parfaite cohérence entre les 2 dispositifs, notamment en termes de dimensionnement de la production du logement locatif social et d'enveloppes financières correspondantes.

Vu les articles L 302-1 et suivants du Code de la Construction de l'Habitation concernant la Politique Locale de l'Habitat,

Vu la délibération n° C_2010_129 en date du 16 décembre 2010 portant approbation du Programme Local de l'Habitat 2011-2016,

Vu la délibération n° C_2015_156 en date du 17 décembre 2015 portant lancement de la procédure d'élaboration du PLH 2017-2022,

Vu le courrier de Monsieur le Préfet en date du 12 août 2016 portant avis favorable à la prorogation d'un délai d'un an du PLH 2011-2016,

Envoyé en préfecture le 09/11/2016

Reçu en préfecture le 09/11/2016

Affiché le

15 : 005-248306493-20161103-C-2016_143-DE

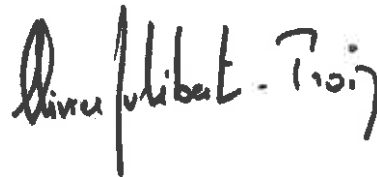
En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission Habitat réunie le 13 octobre 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- solliciter auprès de l'État la prorogation pour un an (du 1er janvier au 31 décembre 2017) du Programme Local de l'Habitat qui s'appliquera sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout acte et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 03 novembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.